

Unité départementale de l'Isère
Pôle Contrôles techniques, Sol et Sous-sol

Grenoble ; le 25 juillet 2025

Affaire suivie par : **Lauriane ROUFF**

Inspectrice de l'environnement

Tél : 04 76 69 34 50

lauriane.rouff@developpement-durable.gouv.fr

Réf : 2025 - Is138-3SD

DEPARTEMENT de l'ISERE

**Dossier de porter à connaissance – Réduction des capacités d'enfouissement et
prolongation de la durée d'exploitation – ISDND de LELY ENVIRONNEMENT sur la
commune de Saint-Quentin du Isère**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Établissement concerné : LELY ENVIRONNEMENT

Adresse de l'établissement : Lieu-dit « L'Echaillon »
38210 Saint-Quentin-sur-Isère

Adresse du siège social : Lieu-dit « L'Echaillon »
38210 Saint-Quentin-sur-Isère

Activité principale de l'établissement : Enfouissement de déchets non dangereux
Code AIOT : 0006103167

SIRET : 06450308900027

Destinataire de l'original : DDPP
Copies : dossier – chrono

L'inspection des installations classées a été destinataire d'un dossier de porter à connaissance transmis par courriel le 11 décembre 2024, portant sur la réduction des capacités d'enfouissement et la prolongation de la durée d'exploitation.

L'étude de ce dossier de porter à connaissance fait l'objet du présent rapport, qui conformément à l'article R 181-46 du Code de l'environnement, analyse le caractère substantiel des modifications demandées et propose à la préfète les suites à y donner.

I. PRÉSENTATION DU DOSSIER DE DEMANDE

I.1 Demandeur, installation initiale et origine de la demande

LELY ENVIRONNEMENT exploite au lieu-dit « *L'Echaillon* » dans la commune de SAINT-QUENTIN-SUR-ISERE (38 210) une installation d'enfouissement de déchets non dangereux. L'activité est aujourd'hui autorisée au titre de la rubrique 2760 avec une capacité d'enfouissement de 150 000 tonnes par an par arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 10 avril 2020. Celui-ci prévoit notamment la réduction de 30 % les quantités de déchets non dangereux admis en installation de stockage en 2020 et de 50 % en 2025 par rapport aux tonnages enfouis en 2010, à l'échelle de la région.

Pour remplir cet objectif de réduction, une convention a été signée le 10 février 2023 entre la région Auvergne-Rhône-Alpes et LELY ENVIRONNEMENT dans laquelle la société s'engage à demander au Préfet de l'Isère une modification de son arrêté préfectoral pour faire évoluer la capacité d'enfouissement de 150 000 à 125 000 tonnes par an et prolonger l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2041 (au lieu du 31 décembre 2039 comme prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2017). C'est l'objet du porter à connaissance déposé le 11 décembre 2024.

I.2. Classement ICPE des installations projetées

Le projet de réduction de capacité d'enfouissement ne modifie pas le classement ICPE du site. Les changements sollicités sont les suivants :

N°	Désignation de la rubrique	Autorisation du 19 décembre 2017		Porter à connaissance	
		Capacité	Date de fermeture	Capacité	Date de fermeture
2760-2-b	Installation de stockage de déchets non dangereux	150 kt/an	2039	125 kt/an	2041

I. 3 Description des installations

Le site existant s'étend sur environ 52 hectares.

Il comprend notamment les installations suivantes :

- une **Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux** équipée de puits de collecte de biogaz et de lixiviats,
- une **plateforme de compostage** (déchets de bois, déchets verts et boues papetières),
- une **plateforme de valorisation de bois** (déchets de bois, grumes et plaquettes), pour envoi en valorisation matière ou énergétique,
- une **plateforme de maturation et de traitement des mâchefers**,
- une **plateforme de tri et valorisation des déchets de gravats et DIB**,
- des installations annexes :
 - des cuves et citernes de **collecte des lixiviats**, pour être traité in situ dans la station d'épuration,
 - des bassins étanches de **collecte des eaux pluviales**,
 - une **unité de valorisation du biogaz** composée d'un moteur et de 5 micro-turbines utilisées lors de panne ou de maintenance du moteur, ainsi qu'une torchère de secours en cas de panne des micro-turbines,
 - des postes de distribution et des cuves de stockage de carburant,
 - des stockages de produits d'entretien des véhicules (huile moteur, huile hydraulique, liquide de refroidissement, des aérosols de dégraissants et dégriffants).

L'ISDnD a été exploitée en deux temps :

- de 1972 à décembre 2018 : exploitation d'un casier d'une superficie de 38 ha, comprenant notamment 2 alvéoles de déchets amiantés ;
- depuis décembre 2018 : exploitation en cours d'un casier de 27 ha sur 16 m de haut en réhausse de l'ancien casier.

Le pétitionnaire ne sollicite pas de modification des installations, mais la réduction des capacités annuelles maximales d'enfouissement, pour les passer des 150 000 tonnes par an à 125 000 tonnes par an, et la prolongation de deux ans de la durée d'exploitation, faisant ainsi passer la fin de l'exploitation de 2039 à 2041.

Le pétitionnaire sollicite également une modification des prescriptions concernant le recouvrement provisoire, afin que les déchets non dangereux ne présentant pas de risque d'envol, d'odeur ni de pollution des eaux de ruissellement, comme les refus de tri pondéreux 0/20 ou 0 /40 par exemple, puissent être utilisés en matériaux de recouvrement et ne soient pas comptabilisés dans la capacité annuelle de stockage de l'installation dans la mesure où ils ne dépassent pas 10 % du tonnage annuel enfouis, soit 12 500 tonnes.

II. Analyse de l'inspection

II. 1. Synthèse des enjeux sur l'environnement

La réduction des capacités d'enfouissement ne modifie pas l'emprise de l'ISDND. Le système de traitement des lixiviats est déjà en place et ne sera pas modifié. La production de biogaz sera plus faible que celle initialement prévue, le système de traitement et valorisation du biogaz est donc suffisant et ne sera pas modifié.

La couverture finale sera conforme aux prescriptions de l'arrêté du 19 décembre 2017. De manière générale l'ensemble des caractéristiques techniques de l'installation restent identiques à celles initialement prévues : les enjeux et dangers de l'installation restent donc identiques à la situation actuelle.

Considérant que le projet consiste en une réduction de la capacité annuelle d'enfouissement, les impacts supplémentaires générés par cette modification sur la ressource en eau, la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines, les odeurs et la qualité de l'air, le bruit et les vibrations, la biodiversité, les paysages et la santé publique sont négligeables ou nulles .

En ce qui concerne la couverture provisoire, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2017 interdit spécifiquement l'utilisation de déchets (y compris de mâchefers). Par ailleurs l'arrêté ministériel du 15 février 2016, prévoit que les déchets qui peuvent être utilisés en recouvrement provisoire ne doivent pas présenter de risque d'envol et d'odeur, ce qui ne semble être le cas des refus de tri 0/20 et 0/40, qui présentent des risques d'envol à cause de leur petite taille. Ces déchets ne peuvent pas non plus remplir l'objectif de limiter l'entrée d'eaux météoriques dans les déchets et la production de lixiviats, compte tenu de leur perméabilité.

Ainsi, l'Inspection propose de ne pas modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives aux matériaux de recouvrement provisoire, cette demande n'étant pas suffisamment justifiée. L'utilisation de déchets en recouvrement provisoire reste interdite. Tous les déchets enfouis doivent être comptabilisés dans la capacité annuelle de l'installation. Par ailleurs, les matériaux de recouvrement utilisés pour les couvertures provisoires doivent être comptabilisés dans un bilan matière, conformément à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

II. 2. Synthèse des dangers

Les phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers réalisée en 2015 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation (incendie d'une alvéole et explosion de biogaz notamment) ne sont pas modifiés par le projet, les distances d'effet ne sont pas augmentées, et une mise à jour de l'étude de dangers n'est pas nécessaire.

III. Avis et proposition de l'Inspection des installations classées

III.1. Caractère non substantiel

Le projet de réduction de la capacité annuelle d'enfouissement et de prolongation de deux ans de la durée d'exploitation n'est pas soumis à examen au cas par cas.

D'après le I, 3° de l'article R181-46 du Code de l'environnement, les modifications de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement sont considérées comme substantielles.

Étant donné l'absence d'incidences sur l'environnement et de modification des dangers et considérant notamment que le projet consiste en une baisse des capacités d'enfouissement assortie d'une prolongation de la durée d'exploitation autorisée de l'ISDND n'excédant pas deux ans, les modifications ne sont pas considérées comme substantielles par l'Inspection des Installations Classées, cette dernière ne proposant pas de procéder à une consultation du public, facultative en la circonstance.

III.2. Proposition d'arrêté préfectoral

L'inspection des installations classées propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour fixer la nouvelle capacité annuelle d'enfouissement maximale et la durée d'exploitation de l'ISDND. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint à ce rapport.

En application de l'article R.181-45, la préfète peut solliciter l'avis de la commission départementale des risques technologiques et sanitaires sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article L.181-14. Compte-tenu des éléments présentés ci-dessus (modification non substantielle et absence d'impacts), nous proposons de ne pas solliciter cet avis.

Rédacteur

**L'inspectrice de
l'environnement**

Lauriane
ROUFF
lauriane.rouff
ff

Signature
numérique de
Lauriane ROUFF
lauriane.rouff
Date : 2025.07.25
11:09:55 +02'00'

Lauriane ROUFF

Vérificateur

**L'adjointe au chef de l'Unité
Départementale de l'Isère**

Cécile
SCHRIQUI
cecile.schri
qui

Signature
numérique de
Cécile SCHRIQUI
cecile.schriqui
Date : 2025.07.25
11:20:06 +02'00'

Cécile SCHRIQUI

Approbateur

**Le chef du pôle risques
chroniques**

Florian PETRE